

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe  
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

SAMEDI 12 JUILLET 1975

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE \*\* PARAÎT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0,30 F

## EDITORIAL

### AUX ASSISES DRAMES DE LA MISERE

Depuis quelques jours se déroulent les procès en Assises. Ils sont marqués par une série de cas où la violence s'étale à longueur de procès dans les récits reprenant les faits reprochés aux différents accusés.

Dans une grande partie de ces procès, il est question de bagarres très violentes où l'un des protagonistes a trouvé la mort. Il fut question aussi d'abandon d'enfant.

Dans tous les cas, victimes et accusés sont des gens très pauvres habitant généralement les communes.

Dans plusieurs cas, la dispute ayant entraîné la mort et la présence au tribunal des accusés, s'est déroulée dans un bar, un "débit de boisson", comme il est encore écrit devant certains d'entre eux.

Chaque fois, les avocats de la défense ont dû invoquer la situation de misère physique et morale des prévenus et la pauvreté même des lieux où se sont déroulés ces drames.

## GUADELOUPE

### LA GRÈVE DU 10 JUILLET

À l'appel de la CGTG, les travailleurs de nombreux secteurs étaient en grève hier 10 juillet, pour 24 heures.

Dans les secteurs du bâtiment, la plupart des chantiers sinon tous étaient arrêtés, la SARA ne fournissait pas de pétrole et de nombreux avions furent, à cause de cela en retard sur leur horaire habituel. Les travailleurs des PTT furent aussi nombreux à participer à la grève. Il en fut de même à la Sécurité Sociale, et également aux services de CAF.

Dans bien d'autres secteurs, la grève fut effective : dans les plantations de la région de Capesterre, à la SODEG, sur les docks de Pointe à Pitre et Basse terre; dans les compagnies distributrices d'essence etc...

Les meetings de Capesterre et de Basse-terre, où les travailleurs pas très nombreux manifestèrent dans les rues, le rassemblement de Pointe à Pitre d'environ 150 personnes, ne témoignaient pas de l'ampleur de la grève, mais somme toute, ce sont les tra-

videmment les juges et les jurés sont là pour juger en fonction des lois qui, si elles sont impitoyables pour les pauvres, laissent tranquilles les patrons qui sont souvent responsables de la mort de travailleurs dans leur entreprise. Quand ce qu'on appelle un accident de travail a lieu, ce ne sont jamais ces patrons qui sont entraînés devant les assises, et ils ne risquent pas de connaître la prison pour des dizaines d'années.

Une histoire comme celles qui opposent le plus souvent les prévenus à leurs victimes, ne pourrait pratiquement pas arriver à des gens riches. Car voyez-vous, ces gens là ont de l'éducation. Ils ne vont pas boire dans les "débits de boissons". Ils ne se promènent pas nuit et jour avec un sabre à la main. Ils ne sont pas bourrés de rhum à longueur de journée. Car ils n'ont pas besoin d'"oublier" la dure journée de travail qui est celle d'un travailleur des campagnes ni d'"oublier" les conditions pénibles de la misère. Ils peuvent se rendre au cinéma, lire, discuter de choses qui les passionnent s'adonner à des jeux divers, sports d'élite: tennis, cheval, yachting etc... Ils peuvent voyager, élargir toujours plus leurs horizons. Alors pourquoi de tels gens vivant dans de telles conditions se laisseraient aller à des actes comme ceux qui ont conduit aux assises de pauvres gens.

Ceux-ci, enfermés dans le ghetto de la misère, rendus instables et irritables par l'abus de l'alcool et le sentiment d'être perdu dans un trou sans issue ne peuvent qu'aboutir à ces querelles de bistrot qui tournent souvent au drame.

Leurs crimes ôtent la vie à des gens

vailleurs les plus actifs et les plus conscients qui se regroupèrent à ces points de rassemblement.

Cela montre que si la majorité des travailleurs qui avaient été touchés réellement et directement par l'appel, ont répondu présent, ils n'ont pas jugé utile de venir manifester. Cela, en grande partie parce que ces travailleurs n'estiment pas que de tels mouvements puissent changer leur situation. Mais il reste que maintenant il est nécessaire de proposer un plan d'action d'ensemble des travailleurs, que ceux-ci, dans toutes les entreprises discutent pour parvenir à la mise sur pied d'une action plus percutante, aux objectifs plus concrets.

Il reste qu'il s'agit de renforcer encore la pénétration de l'organisation syndicale dans les entreprises. Et de faire que ces syndicats soient vraiment un lieu qui permettent aux travailleurs de discuter et préparer l'action.

La journée du 10 juillet dans ce sens, qu'elle permit une préparation des actions futures dans de nombreux secteurs, est un fait positif. Mais elle ne peut être considérée que comme cela.. Les luttes à venir devront avoir un caractère plus offensif.

\*\*\*\*\*

\*\*\*

\*

vivant comme eux, dans les mêmes conditions. La décharge de violence s'accomplit non pas contre ceux qui sont responsables de leur misère, mais contre le frère de quartier, contre le voisin contre le mari ou la femme. C'est un cercle vicieux où comme des fauves, parfois enragés, des hommes chargés de la dynamite alcoolique explosent quelques fois pour leur malheur et celui de leurs camarades.

Mais voyez-vous, la "justice" ne peut entrer trop profondément dans ces considérations, il faut protéger la société !

Mais la société, celle qui fait les lois, celle qui condamne et punit le pauvre, mais trouve toujours des excuses aux riches, cette société, qui la jugera ?

Elle est faite pour et par les riches. Malheur à ceux qui ont la faiblesse de ne pas admettre leur misère en silence, sans jamais le moindre geste de révolte, malheur à ceux qu'on a contraints à n'avoir comme seule distraction que la saoulerie au fil des "petits secs". Malheur au pauvre !

Les travailleurs, les pauvres comprendront un jour que toute la violence qui les habite, toute la haine qui s'accumule dans leurs coeurs, devront être tournées contre ceux qui "font" cette société, contre ceux qui la dirigent, contre ceux qui en profitent.

Ce sera alors pour construire un monde, une société où les hommes n'éprouveront le besoin ni de se droguer d'alcool, ni donc d'accomplir d'actes comme ceux qui les conduisent aujourd'hui devant les tribunaux des capitalistes.

## VERDICT AU PROCES DE LUTA

### UNE JUSTICE COLONIALE! UNE JUSTICE DE CLASSE!

Malgré tout, Nonertin, secrétaire général de l'UTA, aura tout de même été condamné à 600 f d'nerde.

Il est certain que la mobilisation de nombreux travailleurs et d'une partie de l'opinion autour de cette affaire aura fait reculer la justice coloniale qui aurait sans doute aimé infliger une peine plus lourde.

Mais il reste qu'un syndicat a été condamné à 600 f d'amende pour avoir tout simplement exercé ses fonctions syndicales pendant une grève.

Qui condamnera Sincinet qui a fait appel aux CRS et aux gendarmes pour frapper les travailleurs?

Qui condamnera le préfet qui a fait encercler les champs de canne d'homme armés prêts à tirer sur les grévistes ?

# QUAND L'UGTG PREND POSITION CONTRE LES TRAVAILLEURS

Dans un tract du 26 juin, et dans un communiqué radiodiffusé, l'UGTG annonçait qu'elle ne participerait pas à la journée d'action déclenchée par la CGTG, le 10 juillet, mais, qui plus est, appelait les travailleurs à ne pas se mettre en grève.

Les arguments de l'UGTG étaient que cette journée d'action a été décidée à Paris par la CGT de France et n'intéresse pas les travailleurs de la Guadeloupe, que "cette journée d'action ne résoudra aucun des problèmes qui se posent aux travailleurs de la Guadeloupe, que ... .. seul le déclenchement de luttes de longues durées permettront d'aboutir à une amélioration de la situation des travailleurs", etc...

Les mots d'ordre revendicatifs annoncés par la CGTG étaient :

- la lutte contre la hausse des prix
- " " les licenciements
- " " le chômage
- " " la répression syndicale.

Nous voyons donc mal en quoi cela ne concernait pas les travailleurs guadeloupéens, touchés directement et quotidiennement par ces problèmes. Ensuite, s'il est vrai que les grèves de 24 heures ne permettront pas aux travailleurs d'arracher des revendications importantes, ce n'est pas là une raison pour s'y opposer et diviser un mouvement déclenché par un autre syndicat et auquel quelques milliers de travailleurs ont adhéré.

Si l'UGTG, au lieu de s'opposer au mouvement, s'y était joint, eh bien, cela aurait mieux valu pour tous les travailleurs car ils auraient pu faire une démonstration d'unité et se seraient retrouvés plus nombreux à manifester.

Mais précisément, l'intérêt des travailleurs n'est pas la préoccupation des dirigeants de l'UGTG.

Pour des raisons politiques, ce syndicat dirigé par des politiciens nationalistes, opposés au PCG, ne veut engager aucune action commune avec la CGT, contrô-

lée par ce même PCG.

D'autre part, la direction de l'UGTG prend aujourd'hui d'ailleurs les mêmes positions que celle de la CGTG qui avait refusé, à l'époque de la grève de la canne d'appeler à des mouvements de solidarité, position que l'UGTG critiquait.

Ainsi, à propos de la grève du 10 juillet, le sectarisme de l'UGTG, l'a conduite à prendre position contre des travailleurs qui agissaient, à se solidariser avec tous les éléments qui n'ont pas fait grève, c'est à dire, à part certains secteurs, tous les travailleurs les moins décidés, les moins conscients, et tout cela, pour des intérêts de boutique d'un groupe nationaliste, n'ayant rien à voir avec les intérêts fondamentaux des travailleurs guadeloupéens.

\* \* \*

\*

## MARTINIQUE

MIOT ... PIS !

Dans l'édition martiniquaise de "France-Antilles", l'excellent Jean Miot ne manque pas une occasion de manifester son optimisme béat. On voudrait bien l'empêcher de dire des bêtises, mais il insiste tellement (Laissez-nous vous dire ...", qu'on ne peut, après coup, que constater les dégâts.

Cette fois, il entend nous faire l'apologie des mesures prises par Giscard, des mesures "de la plus haute importance". Et de nous citer, sans rire : la nationalisation de la SPEDEM, l'allocation-logement, le maintien des prestations familiales aux travailleurs "involontairement privés d'emploi", l'attribution des allocations aux mères de familles élevant seules au moins deux enfants et ne pouvant exercer un emploi, et l'extension de la notion d'enfant à charge. Toutes mesures qui, soit ne changeront pratiquement rien (les tarifs de la SPEDEM devant mettre du temps pour tomber au niveau français), soit ne seront appliquées qu'à une minorité de personnes après maintes tracasseries administratives (allocation-logement).

Mais nous tenons à dire à Mr Miot que nous ne sommes pas de ces ingrats qui affirment que le gouvernement ne fait rien pour la Martinique : non, nous le disons bien haut, il envoie des CRS, des Pumas, pour les travailleurs, et... des subventions pour remplir les poches des capitalistes. Voilà des mesures concrètes !

\*\*\*\*\*

## OÙ EST PASSÉ CARLOS ?

Depuis une quinzaine de jours, la une de l'actualité est tenue par un certain Carlos, membre, paraît-il, d'un dangereux réseau terroriste international. Toutes les polices européennes sont mobilisées, on interroge un peu partout des jeunes femmes qui seraient les "maitresses" de Carlos, et pourtant, Carlos reste introuvable. La police française est d'autant plus affectée par cet échec que Carlos, alors qu'on allait l'arrêter, a purement et simplement

## PORTUGAL

LE MFA VEUT SE DEBARASSER DES PARTIS

Au Portugal, les événements semblent se précipiter, avec la démission des Socialistes (Mario Soares) du gouvernement de coalition avec le PC et le MFA. Officiellement, c'est toujours l'affaire du journal "Republica" qui est en cause, mais en réalité cette démission est la réaction du PS contre la volonté affirmée du MFA de mettre en place un pouvoir entièrement contrôlé par l'armée.

Le PSP n'a pu que constater que, malgré sa victoire aux élections, il ne disposait d'aucun pouvoir : là comme ailleurs, le pouvoir appartient à ceux qui possèdent les armes, en l'occurrence le MFA. La démission de Mario Soares et de ses amis socialistes n'est donc que la conséquence logique, la reconnaissance d'un état de fait qui dure depuis plus d'un an : les partis apparaissent sur le devant de la scène, mais c'est le MFA qui tire les ficelles.

Et ni le fait que le PC reste au gouvernement, ni les déclarations de Soares sur la "soviétisation" du pouvoir, ne doivent faire illusion : le PC devra lui aussi se soumettre ou se démettre, et on aboutira finalement à une dictature militaire, "progressiste" ou non, dont les travailleurs, en l'absence d'une direction révolutionnaire ne pourront que faire les frais.

\*\*\*\*\*

"descendu" un indicateur, deux inspecteurs de la DST (contre-espionnage) et blessé un commissaire.

Pour ne pas rester bredouille, la police fait chaque jour des découvertes sensationnelles : la plus récente est que Carlos fait partie d'un groupe de terroristes sud-américains, entraînés à Cuba et à Moscou (ce qui a valu à deux diplomates cubains d'être expulsés de France). Mais jusqu'à présent, rien ne vient confirmer de manière sérieuse ces hypothèses.

En fait, cette affaire est l'occasion rêvée pour les Ponia et Cie de renforcer la répression à l'égard des militants et organisations révolutionnaires.

ECHOS - ECHOS - ECHOS - ECHOS - ECHOS - ECHOS -

## COMMERCE

(GUADELOUPE)

SOFROI : TOUTES LES METHODES SONT BONNES POUR FAIRE RENTRER L'ARGENT !

Samedi 28 juin et dimanche 29, toute la journée, il y avait l'inventaire.

Le patron nous a proposé de nous payer immédiatement ces journées en tant que "job", sans l'intégrer dans notre mois et surtout pour lui, sans le déclarer à la Sécurité Sociale. Comme nous avons tous besoin d'argent liquide, nous avons accepté.

Ne voilà-t-il pas que ce monsieur a refusé de nous payer dimanche après le travail comme promis. Ni lundi, ni mardi, ni mercredi, nous n'avons vu notre argent.

Ce n'est que le jeudi que nous avons enfin reçu nos chèques.

Encore une fois nous voyons que nous ne devons pas faire de cadeau à ces gens-là. Profitant de notre besoin d'argent, il nous fait travailler une journée et demie sans nous déclarer et, non content de cela, il trouve le moyen de nous obliger à lui faire crédit durant trois jours.

Vraiment toutes les méthodes sont bonnes pour faire rentrer de l'argent, ou pour l'empêcher de sortir trop vite...

## CONTRE LE CHÔMAGE

- SUPPRESSION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES !

- REPARTITION DU TRAVAIL ENTRE TOUS !

Directeur de Publication : M.E ZAZOR  
Commission paritaire : N° 51728  
Correspondant du journal : G. BEAUJOUR  
B.P. 214 P.A.P.  
B.P. 386 F.D.F.  
Ronéo du journal Pointe-à-Pitre  
7ème supplément au N° 51